



SÉRIE EP. 5 BURNING SKIES : LES CHAMPS FUNÈBRES DES MAJORS DU PÉTROLE

Un rapport interne prouve les ravages de TotalEnergies au Congo-Brazzaville

Le terminal pétrolier de Djeno, géré par TotalEnergies, pollue en toute impunité depuis des décennies l'air de la ville et une zone peuplée d'espèces protégées. Un rapport confidentiel révèle que le groupe sait depuis au moins 2012 qu'il ne respecte pas les normes internationales.

Yann Philippin et Elodie Toto (Mongabay) -

30 septembre 2024 à 12h53

Sur la plage de Djeno, dans le sud-ouest du Congo-Brazzaville, des pêcheurs portent leur pirogue sur le rivage après des heures de travail en mer. La pêche a-t-elle été bonne ? « Non ! », répond le pêcheur le plus âgé, Guy Bayonne Balou, en montrant les quelques poissons qui se débattent dans le filet. Pour lui, c'est à cause du pétrole déversé dans la mer. « *Le poisson ne peut plus vivre dans ce milieu-là, il est contraint d'aller vivre ailleurs.* »

À première vue, la petite ville de pêcheurs de Djeno ressemble pourtant à un coin de paradis, à 6 kilomètres de la métropole de Pointe-Noire. Il y a la plage de sable doré, bordée de cocotiers. Juste à côté, la mer entre dans les terres pour former la lagune de la Loubi, où pousse la mangrove, cette forêt de palétuviers très riche en biodiversité. La région, refuge de nombreuses espèces menacées de disparition (hippopotames, chimpanzés, oiseaux, tortues marines), a même été déclarée zone humide d'importance internationale au titre de la convention de Ramsar en 2007.

Mais il y a un gros problème : le terminal pétrolier de TotalEnergies, implanté depuis 1972 à seulement 1 kilomètre de Djeno et de la lagune. C'est ici qu'est

acheminée la quasi-totalité du pétrole congolais, afin qu'il puisse être exporté par bateau.

Ce site pollue depuis des décennies à la fois l'air et la mer, avec des conséquences dramatiques pour la nature et la population. Pis encore, la pollution continue, alors même que le géant français du pétrole sait depuis au moins 2012 que le terminal ne respecte pas les normes internationales en matière de rejets de pétrole dans l'environnement.

C'est ce que révèle une enquête de Mediapart, Mongabay et Domani, basée sur des documents confidentiels obtenus par l'ONG [Climate Whistleblowers](#) et des données issues de l'enquête internationale « Burning Skies », coordonnée par le collectif de journalistes [Environmental Investigative Forum \(EIF\)](#) et le réseau [European Investigative Collaborations \(EIC\)](#).

Contacté par Mediapart, TotalEnergies s'est refusé à tout commentaire sur la pollution à Djeno, mais indique respecter les « *lois et réglementations qui lui sont applicables* ».

Dans le bourg, ce qui frappe d'abord, c'est la puanteur, cette odeur d'œuf pourri qui se ressent jusqu'à Pointe-Noire. La pollution est si forte qu'on est pris de vertiges, on manque de s'évanouir. C'est la conséquence du torchage, le brûlage de l'excès de méthane qui s'échappe du terminal, une pratique nocive pour l'environnement et la santé humaine, que notre enquête « Burning Skies » [documente](#) de façon inédite.

Torchage en forte hausse

D'après les habitant-es, les torchères de TotalEnergies brûlent en continu depuis plus de vingt ans. Elles crachent une fumée noire chargée de suies et de composés chimiques, qui favorisent les pathologies respiratoires comme l'asthme, les maladies de peau, mais aussi les cancers.

Une étude épidémiologique réalisée en 2006 a montré que

la ville de Djeno était particulièrement touchée par ces pathologies, tandis qu'un rapport de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) a sonné l'alarme dès 2013. « *La situation est la même aujourd'hui, mais ces maladies ne sont pas prises en compte, faute de suivi médical. On est des malades qui s'ignorent* », déplore Alain Pratt, pêcheur et membre de l'Association jeunesse pour la vie du Kouilou (AJVK), qui tente de lutter contre la pollution liée au terminal pétrolier. « *Tu vas souffrir de maux de tête, tu vas aller dans un dispensaire où on va te faire un test, et c'est seulement à ce moment-là qu'on te trouvera des taches sur les poumons* », poursuit-il.

Jean-Louis Pecho, un ancien employé de TotalEnergies, livre le même diagnostic : « *J'ai fait du nettoyage sur la base du terminal entre 1990 et 1998. J'avais un équipement de protection respiratoire, mais au moment de l'enlever les odeurs persistaient. Aujourd'hui, j'ai un problème pulmonaire. On veut que des médecins viennent. Et Total ne prend pas en charge les frais médicaux.* »

Sur son site internet, TotalEnergies Congo assure que « *des projets clés ont déjà été lancés pour réduire le torchage, notamment [...] au terminal pétrolier de Djeno* », avec pour « *objectif* » de supprimer d'ici 2025 le « *torchage de routine* », qui n'est pas strictement motivé par des raisons de sécurité.

Notre enquête « *Burning Skies* » montre pourtant que la pollution a plus que doublé au cours de la dernière décennie. Selon des données satellitaires que nous avons analysées, les émissions des torchères de Djeno sont passées d'environ 100 000 tonnes de CO₂ en 2012 à 220 000 tonnes en 2022. C'est autant que 110 000 voitures qui roulent en France pendant un an.

Depuis un décret du 12 octobre 2022, le torchage est pourtant interdit (hors circonstances particulières), sauf si une « *autorisation exceptionnelle* » est accordée par le ministère des hydrocarbures. Interrogées à ce sujet, les autorités de la République du Congo n'ont pas répondu. Le pays est dirigé d'une main de fer depuis quarante-cinq ans par Denis Sassou Nguesso, un autocrate soupçonné de corruption en lien avec les intérêts pétroliers.

La population se plaint aussi que le terminal déverse du pétrole dans la nature. Un document confidentiel, transmis à Mediapart par l'ONG Climate Whistleblowers, prouve que TotalEnergies en est parfaitement conscient.

En février 2016, le groupe pétrolier a fait élaborer par un cabinet spécialisé un « *plan d'actions pour la biodiversité* » (PAB), destiné à diagnostiquer et à réduire l'impact du terminal de Djeno sur la faune et la flore. La lagune de la Loubi, pourtant caractérisée « *par une très grande richesse biologique et par des menaces importantes* », est souillée par des « *pollutions chroniques et accidentelles [...] intervenant à intervalles réguliers* », indique le rapport.

Le PAB recense cinq fuites de pétrole accidentelles survenues entre 1990 et 2010, avec un total de 31 000 litres déversés dans la lagune. « *Des opérations de dépollution ont été effectuées en 2003 [...], mais aucune action de dépollution [à la suite du déversement de pétrole] en 2007 n'a été envisagée. La dernière opération de dépollution date de 2011 et s'est étalée sur trois mois* », note le rapport.

Mais il y a pire encore : le terminal est responsable d'une pollution régulière, liée au traitement insuffisant des « *eaux de process* » (utilisées pour faire fonctionner les installations) et des eaux de pluie contaminées dans l'enceinte du terminal. Elles contiennent des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), des composés chimiques du pétrole, dont certains sont classés cancérigènes.

Malgré le fait qu'elles sont dépolluées avant d'être rejetées en mer, les eaux de process contenaient en 2012, selon une étude interne de TotalEnergies, « *12 à 38 milligrammes par litre* » de HAP, « *valeurs supérieures au seuil de 10mg/l correspondant à la législation française* », indique le PAB.

Malgré la pollution, les relations entre TotalEnergies et le président Sassou Nguesso restent excellentes.

Le diagnostic est similaire au sujet des eaux de pluie qui ruissellent dans la lagune de la Loubi : « *Malgré l'amélioration progressive apportée au dispositif de traitement, la norme de 10 mg d'HAP/l n'est pas atteinte,*

particulièrement en période de pluies. Les pièges à huile ne sont pas correctement dimensionnés pour assurer le rejet d'une eau de qualité durant les épisodes pluvieux. »

Le rapport précise que TotalEnergies a engagé des travaux visant à obtenir des rejets de HAP conformes « *aux normes internationales* » d'ici 2017. Mais la pollution est toujours là, comme nous l'avons constaté sur place en août 2024.

En longeant la lagune de la Loubi, il suffit de se pencher pour apercevoir des flaques d'eau à la surface irisée et des boulettes noires de pétrole. « *Lorsque la température augmente, elles commencent à fondre et ça perturbe la biodiversité de la lagune, avec un impact sur le pH de l'eau* », explique Placide Kaya, expert en évaluation environnementale et sociale pour l'entreprise Eco Durable. Le rapport confidentiel de 2016 confirme que l'impact nocif est « *majeur* » pour « *les poissons, oiseaux piscivores et toutes espèces aquatiques* ».

« *J'ai grandi sur cette lagune. Sur la surface de l'eau vous allez voir ce pétrole. Non seulement il y a moins de poissons, mais ils grandissent moins et ils n'ont plus le même goût. Ils ont une odeur de brut* », témoigne Efferol Mabiala, un pêcheur de Djeno. Il dit subir une chute de ses revenus et s'inquiète pour la santé de ses sept enfants, qui consomment ce poisson : « *Ils se plaignent souvent de maux de ventre et de diarrhées après en avoir mangé.* »

On trouve aussi ces mêmes boulettes de pétrole sur le sable de la plage de Djeno. C'est pourtant ici que viennent pondre deux espèces menacées de tortues marines, la tortue luth et la tortue olivâtre. L'importance de l'impact nocif du terminal sur ces tortues est « *très forte* », selon le rapport confidentiel livré à TotalEnergies en 2016.

La même année, après un nouveau déversement de pétrole, l'Association jeunesse pour la vie du Kouilou (AJVK) attaque TotalEnergies en justice. En 2019, l'entreprise est condamnée à verser des dommages et intérêts à l'association et à dépolluer la lagune.

Mais tout ne se passe pas comme prévu. « *Il fallait que Total fasse la dépollution totale du site et ce travail devait durer cinq ans. Mais Total a fait appel du jugement. Et*

avant le procès en appel, on a été surpris d'apercevoir, en 2019, les gens de Total en train de faire des travaux. Ça n'a duré que deux mois au lieu de cinq ans, ils ont seulement enlevé les parties les plus voyantes. Mais comme personne du gouvernement ne vient ici, plus rien n'a été fait depuis », raconte Alain Pratt, membre de l'AJVK.

En octobre 2021, la Direction générale de l'environnement congolaise a délivré un « *certificat de conformité* » au terminal, après avoir validé un « *rapport d'audit environnemental et sanitaire* » réalisé pour TotalEnergies par un « *cabinet indépendant* ». Mais ce document n'a jamais été rendu public.

Huit mois plus tard, en juin 2022, l'ONG Justice et Paix alerte à nouveau les autorités sur la pollution de la lagune. Sans succès. « *Nous avons rencontré la directrice de l'environnement à Pointe-Noire en décembre 2022. Elle affirme qu'il y a eu des tests de la qualité de l'eau et, selon eux, il n'y a pas de problème*, raconte Abdoulaye Diarra, chercheur à Amnesty International et auteur d'un rapport sur la pollution à Djeno. *Tout est passé un peu sous silence.* »

Malgré la pollution, les relations entre TotalEnergies et le président Sassou Nguesso restent excellentes. En 2020, le groupe français et le pétrolier italien Eni, qui possédaient respectivement 63 % et 27 % du terminal, ont dû le restituer à l'État congolais, à l'expiration du contrat de concession.

Après quatre ans de négociations, un nouvel arrangement a été finalisé et inscrit dans une loi votée le 16 août dernier. TotalEnergies garde un rôle majeur dans l'exploitation du terminal, au sein d'un consortium avec Eni, le pétrolier franco-britannique Perenco et la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), contrôlée par l'État.

« *Le terminal sera partagé entre diverses sociétés et Total sera un des principaux actionnaires. [...] Au Congo, l'histoire de Total va continuer en bonne confiance avec les autorités du pays* », s'était félicité en 2020 le patron du groupe français, Patrick Pouyanné, à l'issue d'un entretien avec Denis Sassou Nguesso.

Le nouveau consortium qui gère le terminal va désormais verser une redevance de 18 millions de dollars par an à l'État congolais. Des sommes considérables dont les habitant·es de Djeno redoutent de ne jamais voir la couleur.

Yann Philippin et **Elodie Toto (Mongabay)**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, [la marche à suivre est explicitée dans cette page](#).

Boîte noire

Cette enquête a été réalisée par Mediapart, le média environnemental américain [Mongabay](#) et le quotidien italien *Domani*, grâce à des documents confidentiels obtenus par l'ONG [Climate Whistleblowers](#) et à des données issues de l'enquête « Burning Skies » sur le torchage du gaz, menée par 14 médias internationaux coordonnés par le collectif de journalistes [Environmental Investigative Forum \(EIF\)](#) et le réseau de médias [European Investigative Collaborations \(EIC\)](#), dont Mediapart est l'un des membres fondateurs.

Le reportage à Djeno, en République du Congo, a été réalisé par Élodie Toto, journaliste à Mongabay.

Interrogé par Mediapart, TotalEnergies n'a souhaité faire aucun commentaire au sujet de la pollution liée au terminal pétrolier de

Djeno. Le groupe nous a envoyé une réponse générale au sujet du torchage, reproduite intégralement dans les annexes de cet article.

Outre Mediapart, les médias participant au projet « Burning Skies » sont *Der Spiegel* (Allemagne), *NRC* (Pays-Bas), *Domani* (Italie), *VG* (Norvège), *InfoLibre* (Espagne), *Expresso* (Portugal), *Le Soir* (Belgique), *Nacional* (Croatie) – tous membres de l'EIC – ainsi que Daraj Media (Liban), SourceMaterial (Royaume-Uni), Oxpeckers (Afrique du Sud), Twala (Algérie), NIRIJ et Al-Mirbad (Irak).

Grâce à des données d'observation satellitaires fournies par le Groupe d'observation de la terre du [Payne Institute for Public Policy](#) et l'ONG environnementale [Skytruth](#), complétées par des recherches en sources ouvertes, nous sommes parvenus à estimer les émissions de gaz à effet de serre provoquées par le torchage pour 650 infrastructures pétrolières et gazières, de 2012 à 2022, dans dans 18 pays d'Afrique et du Moyen-Orient : Afrique du Sud, Mozambique, Angola, Nigeria, Gabon, République du Congo, Cameroun, Guinée Equatoriale, Tchad, Côte d'Ivoire, Ghana, Algérie, Tunisie, Egypte, Iraq, Oman, Emirats Arabes Unis, Qatar. Nous avons ensuite attribué ces émissions aux compagnies pétrolières qui en sont responsables.

Ce travail d'enquête et d'analyse des données, qui a duré un an, a été réalisé par Alexandre Brutelle et Leopold Salzenstein (EIF), avec la collaboration de Mediapart et de l'EIC. Notre méthodologie complète est disponible dans les annexes de cet article.

Nos partenaires EIF, Daraj et Oxpeckers ont reçu le soutien financier du [Journalismfund Europe](#).

La charte graphique et les illustrations du projet « Burning Skies » sont signées Justine Vernier et Simon Toupet (Mediapart).